

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Sécurité, le 13 novembre 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "relatif au permis de conduire", a donné le 14 janvier 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 13 november 1997 door de Staatsecretaris voor Veiligheid verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het rijbewijs", heeft op 14 januari 1998 het volgende advies gegeven :

EXAMEN DU PROJETPréambuleAlinéa 2 (nouveau)

Il convient de viser le Traité instituant la Communauté européenne, signé à Rome le 25 mars 1957, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, en indiquant les articles de ce traité sur lesquels le Conseil fonde sa compétence pour prendre des directives, ainsi que les dispositions de ce traité qui font obligation à chaque Etat membre de transposer ces directives dans son droit national.

En l'espèce, il faut donc d'écrire :

"Vu le Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 75 et 189;"

Alinéa 3 (devenant l'alinéa 4)

Il convient de rédiger cet alinéa de la manière suivante :

"Vu la directive 91/439/CEE du Conseil du 29 juillet 1991 relative au permis de conduire modifiée par les directives du Conseil 96/47/CE du 23 juillet 1996 et 97/26/CE du 2 juin 1997;"

.../...

Alinéa 5 (devenant l'alinéa 6)

Au début de cet alinéa en projet, il convient d'écrire :

"Vu l'Accord sur l'Espace Economique Européen, signé à Porto le 2 mai 1992, approuvé par la loi du 18 mars 1993 et le Protocole portant adaptation de l'Accord sur l'Espace Economique Européen, signé à Bruxelles le 17 mars 1993, approuvé par la loi du 22 juillet 1993, et ... (la suite comme au projet);".

Alinéa 8

Cet alinéa sera omis. En effet, comme la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ne constitue pas un fondement à l'arrêté en projet, il n'y a pas lieu de la viser.

Alinéa 9 (nouveau)

Il convient de viser la loi du 18 juillet 1990 modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 et la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments, ainsi que les accessoires de sécurité, notamment l'article 39.

.../...

L'article 91 de l'arrêté en projet trouve en effet son fondement dans l'article 39 précité.

Alinéa 9 (devenant l'alinéa 10)

L'article 59.2 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière a été modifié par un arrêté royal du 18 septembre 1991, et non par un arrêté royal du 18 juillet 1991. Il convient de corriger en conséquence le texte de l'alinéa en projet (1).

Les alinéas 10 à 16 deviennent les alinéas 11 à 17.

Proposant

Le texte néerlandais du proposant devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

(1) Dans le liminaire de l'article 83 en projet, l'énumération des modifications apportées à l'article 59.2 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 précité est, par ailleurs, correcte.

Dispositif

Article 1er

1. Certaines définitions sont reprises de la réglementation déjà en vigueur en Belgique. Il en est ainsi des définitions des termes "cyclomoteur" (au 4°) et "motocyclette" (au 5°), qui sont reprises respectivement des articles 2.17 et 2.18 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière (1).

Comme ces dernières définitions existent déjà dans la réglementation, il est superflu de les reproduire dans l'arrêté en projet, il suffit d'y référer.

2. Les définitions prévues pour les termes "tricycles à moteur" (au 6°) et "quadricycles à moteur" (au 7°) paraissent superflues dès lors que ces véhicules entrent dans la définition du "véhicule automobile" prévue à l'8° et que le projet ne prévoit pas, pour ces types de véhicule, des conditions spécifiques.

La directive 91/439/CEE du Conseil du 29 juillet 1991 relative au permis de conduire prévoit, en effet, la possibilité de créer une sous-catégorie B1 pour les tricycles et quadricycles à moteur mais, d'une part, le projet ne

(1) Tel que modifié par l'arrêté royal du 16 juillet 1997 modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière (Moniteur belge du 31 juillet 1997).

retient pas cette possibilité et, d'autre part, la définition qu'en donne la directive diffère de celle prévue par le projet. La notion de tricycle et de quadricycle n'est donc utile que pour les titulaires d'un permis européen B1, à qui serait délivré un permis B belge, restreint à la conduite des tricycles et quadricycles à moteurs. Pour cette catégorie de conducteurs, les mots "limité aux tricycles ou quadricycles à moteur de la catégorie B dont la masse maximale autorisée ne dépasse pas 550 Kg" qui figureront sur le permis, conformément à l'annexe VII, code 73 (1), sont conformes à la définition que donne la directive de la catégorie B1.

Ces définitions seront, dès lors, omises.

3. L'attention des auteurs du projet est attirée sur ce que, au 10°, en assimilant les "véhicules équipés d'un embrayage dont le fonctionnement ne requiert pas nécessairement l'intervention du conducteur" aux "véhicules équipés d'un changement de vitesse automatique", le projet donne une définition plus large de cette dernière catégorie de véhicules que celle prévue par l'annexe II, 8.1.1., alinéa 3, de la directive 91/439/CEE précitée.

Article 2

1. Au paragraphe 1er, 1°, catégorie A3, les mots "Aux véhicules de cette catégorie peut être adjointe une

(1) Voir toutefois l'observation faite sous l'article 23.

remorque" sont à omettre parce qu'ils font double emploi avec l'article 2.17 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 précité, qui prévoit déjà notamment que "L'adjonction d'une remorque à un cyclomoteur ne modifie pas la classification de cet engin".

2. Au même paragraphe, 7°, catégorie D, dans la seconde phrase, il convient de citer l'article de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, dans lequel sont définis les véhicules à soufflet, soit l'article 1er, § 2, 9.

3. L'article 2, § 1er, 2°, alinéa 2, dispose que pour la catégorie A, une remorque peut être adjointe, sauf s'il s'agit d'une motocyclette avec side-car. Comme aucune autre catégorie ne prévoit le permis de conduire une motocyclette avec side-car à laquelle serait adjointe une remorque, la question se pose de savoir si l'intention de l'auteur du projet est d'interdire la conduite d'un tel véhicule. Dans cette hypothèse, une disposition en ce sens devrait être insérée non pas dans l'arrêté en projet, mais bien dans l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

.../...

Article 3

1. Dans les mots introductifs de l'énumération qui figure au paragraphe 1er, 3°, il est suggéré d'ajouter les mots "et en cours de validité", après les mots "délivrés en Belgique", à l'instar de ce qui est prévu dans le paragraphe 1er, 1°.

2. En prévoyant au paragraphe 2 que les personnes visées au paragraphe 1er, 1°, ne peuvent conduire un véhicule à moteur sous le couvert d'un permis de conduire européen que si celui-ci a été délivré dans les conditions prévues à l'article 27, 2°, le projet introduit une restriction à la reconnaissance mutuelle des permis de conduire délivrés par les Etats membres qui paraît incompatible avec l'article premier, paragraphe 2, de la directive 91/439/CEE précitée, selon lequel "les permis de conduire délivrés par les Etats membres sont mutuellement reconnus".

Il résulte, en effet, de la combinaison de l'article 3, § 2, et 27, 2°, du projet que le titulaire d'un permis de conduire européen qui a sa résidence principale en Belgique devrait, pour pouvoir conduire un véhicule à moteur en Belgique, être à même de justifier qu'il avait sa résidence normale, au moment de la délivrance de ce permis, dans l'Etat membre qui le lui a délivré, et que ce permis a été obtenu précédemment à son inscription dans les registres de la population, dans le registre des étrangers ou dans le registre d'attente d'une commune belge.

.../...

Les mots "dans les conditions de l'article 27, 2º," doivent dès lors être omis.

Article 4

1. Aux 1º et 3º, il est suggéré de maintenir l'appellation "centre d'examen" en laissant le mot "examen" au singulier, comme dans l'arrêté royal du 6 mai 1988 relatif au classement des véhicules en catégories, au permis de conduire, aux décisions judiciaires portant déchéance du droit de conduire et aux conditions d'agrément des écoles de conduite de véhicules à moteur.

La même observation vaut pour les autres endroits du dispositif où il est question de ce centre, notamment à l'article 25.

2. Selon la fonctionnaire déléguée, la dispense prévue au 3º, première phrase, ne vaut que pour la durée de l'examen. De son accord, le texte sera, dès lors, rédigé comme suit :

"3º les candidats qui subissent l'examen pratique visé à l'article 48, § 2, alinéa 3. Cette dispense vaut également pour se rendre au centre d'examens afin de subir l'examen et en revenir;".

.../...

3. Au 7°, il serait plus harmonieux d'intégrer la dernière phrase dans celle qui la précède, à l'instar de la formulation utilisée aux 4°, 6° et 9°. Pour ce faire, on ajoutera les mots "dont le programme est approuvé par le ministre" après les mots "et pour les sous-catégories D1 et D1+E".

4. Au 9°, il convient d'écrire le mot "gendarmerie" sans majuscule.

5. Au 11°, les mots "motoculteur" et "moissonneuse" s'accordent au singulier.

6. Pour assurer l'uniformité de la terminologie avec celle utilisée par l'article 45, on remplacera, au 14°, dans le texte français, le mot "adaptations" par le mot "aménagements".

Article 6

1. Au 1°, b), de l'accord de la fonctionnaire déléguée, les mots "de l'article 27 ou" seront omis.

2. Au 2°, e), on écrira "tracter" au lieu de "tirer".

La même observation faut pour l'article 10, 2°, f).

.../...

3. Au 3°, il convient de rendre le début du point d) compatible avec le sujet de la phrase, soit "le guide". On écrira donc "ne peut être" au lieu de "ne pas être".

4. Au 3°, f), alinéa 2, la formulation suivante est proposée pour le texte du second tiret :

"à l'égard du candidat au permis de conduire valable pour la catégorie C, C+E, D ou D+E, ou pour la sous-catégorie C1, C1+E, D1 ou D1+E, soit lorsque le guide et le candidat sont inscrits à l'Office national de la sécurité sociale comme membres du personnel de la même entreprise (1) et que celle-ci assure la formation des conducteurs à son service, soit lorsque le guide et le candidat effectuent des prestations dans un service d'incendie visé par la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile;"

Article 7

1. Au troisième alinéa, la liste des conditions auxquelles il est renvoyé doit être revue. Comment le demandeur d'un permis de conduire provisoire pourrait-il en effet prouver qu'il est titulaire et porteur d'un permis de conduire provisoire en cours de validité (article 6, 1°, i), qu'il est accompagné d'un guide (article 6, 1°, j) ou que son guide "doit prendre place à l'avant du véhicule" (article 6, 3°, g) ? Ces dernières conditions semblent ne

(1) La notion d'"entreprise" rend cette dérogation applicable aux entreprises publiques autonomes.

pouvoir s'appliquer qu'à l'apprentissage lui-même et non constituer des préalables à la délivrance du permis provisoire.

2. Enfin, il est vrai qu'au cas où le candidat invoquerait le bénéfice de l'article 6, 3°, f), deuxième tiret, un modèle d'attestation est prévu. Mais comment le candidat pourra-t-il prouver qu'il n'a pas été titulaire d'un permis de conduire provisoire délivré après le 31 décembre 1988, comme l'exige l'article 6, 1°, f) ? Ne conviendrait-il pas de prévoir une attestation du même genre ?

Article 9

Dans la dernière phrase de l'alinéa 2, il est proposé d'écrire "une seule personne supplémentaire", afin de rendre le texte encore plus explicite et en harmonie avec ce qui est écrit à l'alinéa 3.

Article 15

1. A l'alinéa 2, 1°, g), les mots "ces cours doivent être suivis avant l'examen pratique" peuvent être omis.

.../...

2. L'alinéa 2, 6°, contient une incohérence puisqu'il prévoit que le candidat qui souhaite obtenir une licence d'apprentissage doit, notamment, suivre deux heures de cours avec le guide "après la délivrance de la licence d'apprentissage".

Mieux vaut prévoir, au 6°, que le candidat qui souhaite obtenir une licence d'apprentissage doit suivre douze heures de cours, dont les deux dernières seront suivies, après dix heures de cours, en compagnie du ou des guides (1) qui sera ou seront mentionnés sur la licence d'apprentissage. On complétera le 1°, par un point j), formulé comme suit :

"j) pour le titulaire d'une licence d'apprentissage, en compagnie du ou des guides mentionnés sur la licence d'apprentissage.".

L'article 12, § 6, alinéa 3, sera adapté en conséquence.

Article 16

Aux alinéas 2 et 3, il convient d'écrire "l'article 15, alinéa 2, 6°" au lieu de "l'article 15, 6°", aux deux endroits où cette référence apparaît.

(1) Il résulte en effet de la combinaison des articles 10, 3°, g) et 12, § 6, alinéa 1er, du projet que les deux guides mentionnés initialement sur la licence d'apprentissage doivent suivre les cours pratiques prévus par l'article 15, alinéa 2, 6°.

Article 17

1. Au paragraphe 1er, alinéa 2, le mot "déterminé" s'accorde avec "le modèle".

2. Au paragraphe 2, par souci de clarté et de conformité avec l'article 8, § 3, de la directive 91/439/CEE du Conseil du 29 juillet 1991 précitée (1), la formulation suivante est proposée en remplacement de l'alinéa 2 :

"S'il s'agit d'un permis de conduire européen, il est renvoyé à l'autorité qui l'a délivré avec mention des raisons qui justifient ce renvoi. S'il s'agit d'un permis de conduire étranger, ce permis est conservé par l'autorité visée à l'article 7 et est remis au titulaire lorsque celui-ci ne répond plus aux conditions fixées par l'article 3, § 1er, pour l'obtention d'un permis de conduire, contre restitution du permis de conduire belge."

Article 22

1. A l'alinéa 2, il semble qu'il n'a pas été tenu entièrement compte de l'observation formulée par la Commission européenne (point 2 (2)), aux termes de laquelle la validité du permis de conduire visé à l'article 21, § 2, ne

(1) qui prévoit qu'en cas de renvoi d'un permis par un Etat membre à un autre Etat membre, les raisons de cette procédure doivent être précisées.

(2) Voir également la note complémentaire de la Commission.

peut être indiquée qu'en ce qui concerne les catégories A et B dans la rubrique "catégories de véhicules pour lesquelles le permis est valable en circulation nationale" (qui correspond à la page 6 de l'annexe I à la directive 91/439/CEE du Conseil du 29 juillet 1991). L'article 21, § 2, en projet auquel il est renvoyé vise en effet également la catégorie B+E.

2. A l'alinéa 3, le mot "ultérieur" sera omis.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 23

Cette disposition prévoit l'inscription sur le permis de conduire des restrictions pour raisons médicales, ou pour la conduite des seuls véhicules pourvus d'un changement de vitesse automatique.

D'autres restrictions peuvent toutefois figurer sur le permis et sont d'ailleurs prévues à l'annexe 7. Il s'agit, notamment, des restrictions qui doivent être mentionnées pour les titulaires d'un permis européen A1 et B1 qui solliciteraient l'échange de ce permis contre un permis belge, conformément à l'article 8, paragraphe 1er, de la directive 91/439/CEE précitée.

.../...

Ce droit à l'échange est garanti, d'une part par l'article 5, § 2, qui dispense de l'apprentissage les titulaires d'un permis européen, et, d'autre part, par l'article 27, 2^o (1), qui dispense ces personnes des examens théoriques et pratiques.

Afin d'assurer une complète transposition de l'article 8 de la directive, mieux vaudrait prévoir, sous cet article 23 du projet, que les permis délivrés en échange d'un permis européen valable pour une sous-catégorie non prévue par le présent arrêté portent la mention de la restriction à la conduite des véhicules de cette sous-catégorie sous la forme des codes prévus à l'annexe 7.

Article 25

L'article 23, § 1er, 2^o et 4^o, de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 dispose que les examens théoriques et pratiques sont organisés par le Roi.

Le projet maintient le système actuel qui consiste à confier l'organisation de ces examens à des personnes privées à savoir les organismes d'inspection automobiles agréés. Il délègue au ministre le pouvoir de "fixer le nombre des centres d'examens, le lieu de leur établissement, les limites de leur compétence territoriale et les règles relatives à leur organisation".

(1) sous réserve de l'observation faite à l'égard de cette disposition.

Outre que cette subdélégation n'est pas admissible dès lors qu'elle ne se limite pas à confier au ministre le règlement de points de détail, le projet soulève des objections au regard du principe d'égalité et de la liberté d'établissement, d'une part parce qu'il réserve aux seuls organismes d'inspection automobile, l'organisation des centres d'examens, alors qu'il n'existe pas un lien nécessaire entre l'inspection technique des véhicules automobiles et le contrôle des connaissances et des aptitudes de leurs conducteurs, et d'autre part parce qu'il autorise le ministre à limiter le nombre des centres d'examen et le lieu de leur établissement, ce qui privilégie les organismes d'inspection automobile établis dans ces lieux.

Si le Roi entend confier l'organisation des examens pour l'obtention du permis de conduire à des personnes privées, il peut certes être admis qu'Il choisisse de limiter le nombre de personnes habilitées et qu'Il détermine leur compétence territoriale. Le nombre et le choix de ces personnes doit toutefois reposer sur des critères objectifs et pertinents, déterminés par le Roi Lui-même, sans porter atteinte, au-delà de ce qui est nécessaire, à la liberté d'établissement, et, en particulier, au libre choix du lieu d'établissement.

Article 26

1. La réussite d'un examen étant une condition d'agrément des examinateurs, il convient que le contenu et les modalités de cet examen soient non pas "approuvées par le ministre ou son délégué", mais bien arrêtées par le ministre, afin de garantir de manière uniforme la compétence de ces examinateurs.

.../...

2. Au paragraphe 2, alinéa 1er, par souci d'harmonie avec la formulation précédemment utilisée dans le texte en projet (voir l'article 1er, 13°), la formulation suivante est proposée pour le 1° :

"1° Etre ressortissant d'un des Etats membres de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen;".

3. Au paragraphe 2, alinéa 1er, 5°, il convient d'écrire "niveaux 1, 2+ ou 2" au lieu de "niveaux 1, 2 ou 2+" et "visés au chapitre premier de l'annexe 1" au lieu de "visés à l'annexe 1". Il y a aussi lieu de compléter la phrase par les mots "ou d'un diplôme, certificat ou brevet étranger reconnu équivalent conformément au chapitre II de la même annexe".

Article 27

L'article 8 de la directive 91/439/CEE reconnaît au titulaire d'un permis européen le droit d'obtenir l'échange de son permis contre un permis équivalent dans l'Etat membre où il a établi sa résidence normale et habilite seulement cet Etat membre à vérifier si le permis dont on sollicite l'échange est en cours de validité.

En exigeant du titulaire d'un permis européen qu'il démontre en outre qu'il avait sa résidence normale dans l'Etat membre qui lui a délivré ce permis et qu'il l'a obtenu précédemment à son inscription dans les registres de la population ou des étrangers ou dans un registre d'attente

.../...

d'une commune belge, le projet ajoute une condition à la reconnaissance des permis européens délivrés par les autres Etats membres, en contradiction avec la directive précitée.

Les conditions formulées sous l'article 27, 2°, alinéa 2, doivent dès lors être limitées aux seuls permis de conduire étrangers autres que les permis de conduire européens.

Article 34

Dans un souci de clarté, la formulation des deux derniers alinéas de cet article pourrait être améliorée. La version suivante est proposée, qui groupe ces deux alinéas :

"L'examen pratique peut avoir lieu dans le délai suivant :

- 1° En cas d'apprentissage avec un permis de conduire provisoire :
 - a) au plus tôt un mois après la délivrance de ce permis, sauf en cas d'examen pour l'obtention d'un permis de conduire de la catégorie B;
 - b) en cas d'examen pour l'obtention d'un permis de conduire de la catégorie B :
 - au plus tôt six mois après la délivrance du permis de conduire provisoire si ce dernier est du modèle 1;

.../...

- au plus tôt trois mois après la délivrance du permis de conduire provisoire si ce dernier est du modèle 2;
 - au plus tôt neuf mois après la délivrance du permis de conduire provisoire si ce dernier est du modèle 3;
- 2° En cas d'apprentissage avec une licence d'apprentissage, au plus tôt douze mois après la date de délivrance de celle-ci."

Article 38

Au paragraphe 4, alinéa 2, le mot "équipée" s'accorde avec "la caisse".

Article 39

Au paragraphe 2, alinéa 1er, on aperçoit mal ce que l'auteur du texte en projet entend par "un véhicule d'un type différent" (1). Comme la catégorie C+E vise un ensemble de véhicules composé d'un véhicule tracteur et d'une remorque, si l'exclusion concerne tant le véhicule tracteur que la remorque il convient de le préciser avec plus de clarté. Dans ce cas il est suggéré d'écrire "de ceux avec lequel l'examen sur un terrain isolé de la circulation a été

(1) Cette notion ne figure pas dans l'arrêté royal du 6 mai 1988, article 27.

subi" et non "de celui avec lequel l'examen sur un terrain isolé de la circulation a été subi". Par ailleurs il y a lieu de préciser ce que l'on entend par un "type différent" de véhicule. S'agit-il d'un véhicule d'un modèle différent, d'un poids différent, d'un gabarit différent ?

Article 43

A l'alinéa 1er, 1^o, il convient de citer l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 avec son intitulé exact (1), soit "arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars".

Article 44

Au paragraphe 2, alinéa 5, il convient d'exclure également de l'"examen d'arbitrage", le "remplaçant" visé à l'alinéa 3, 2^o.

Articles 45 et 46

Il convient de préciser à quel médecin s'appliquent les obligations prévues par ces dispositions.

(1) Tel que remplacé par l'article 1er de la loi du 29 juin 1984 modifiant l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant révision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles (Moniteur belge du 26 juillet 1984).

Section 7

Le texte néerlandais de l'intitulé de la section 7 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite à ce sujet dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 47

1. Au paragraphe 1er, alinéa 3, il y a évidemment lieu de lire "la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire".

2. Au paragraphe 3, mieux vaut prévoir que la commission ne siège valablement que si trois membres au moins sont présents. Si en effet la commission n'est composée que de deux membres, la règle de la prépondérance de la voix du président, du vice-président ou du commissaire le plus ancien, qui figure dans la deuxième phrase, rendra inutile la voix de l'autre commissaire.

Article 50

1. Au paragraphe 3, il convient d'écrire "prévus au § 1er, alinéa 1er, 1^o et 2^o".

.../...

2. Comme l'article 79 de l'arrêté en projet permet aux titulaires d'un permis de conduire conforme au modèles qui figurent en annexe 9 et 10 (1) d'"échanger" ce permis, il convient d'inclure cette possibilité d'échange dans l'article 50 du projet (ou dans un autre article du chapitre V du titre III), en différenciant cette hypothèse de celle de la délivrance d'un duplicata (2).

Article 54

De l'accord de la fonctionnaire déléguée, les mots "ou d'un permis de conduire délivrés par le SHAPE ou par les Etats parties au Traité de l'Atlantique Nord" doivent être omis, car ce permis est compris dans ceux visés à l'article 23, § 2, 1^o, de la loi relative à la police de la circulation routière.

Article 57

1. En son paragraphe 1er, cette disposition prévoit l'obligation pour les titulaires d'un permis de conduire délivré par un Etat membre de l'Union européenne de présenter, lors de leur inscription en Belgique, le permis dont il s'agit en vue de l'établissement d'une fiche de renseignements.

(1) C'est-à-dire les futurs "anciens" permis de conduire.

(2) On remarque par ailleurs que dans le chapitre consacré aux redevances, à l'article 61, alinéa 1er, le cas de l'"échange" est prévu.

Au sujet de cette disposition, la Commission européenne a émis l'avis que "la faculté pour les Etats membres d'enregistrer des permis de conduire des ressortissants de l'Union européenne qui acquièrent leur résidence en Belgique ne peut pas (...) se muer en une nouvelle procédure systématique et contraignante; ceci serait une violation du principe de reconnaissance mutuelle inscrit à l'article 1.2 de la directive". Elle ajoute que, "Par contre, il serait légitime de pratiquer un enregistrement lors d'événements particuliers suite, par exemple, à certaines infractions".

Nonobstant l'avis de la Commission européenne, les auteurs de l'arrêté en projet ont maintenu le principe de l'enregistrement.

Ils justifient ce maintien comme suit :

"En effet, l'avis de la Commission selon lequel il y aurait là une violation du principe de reconnaissance mutuelle des permis de conduire des Etats membres ne trouve aucun fondement dans le texte de la directive.

Au contraire :

- l'article 7, § 5 de la directive dispose qu'une personne ne peut être titulaire que d'un seul permis de conduire délivré par un Etat membre. Seul l'enregistrement des permis de conduire peut permettre un contrôle efficace en la matière, et ainsi éviter que quelqu'un qui vient s'installer dans un autre pays de l'Union européenne acquière un permis de conduire supplémentaire;
- l'article 12, § 3 de la directive prévoit explicitement l'enregistrement des permis de conduire et l'échange d'informations à ce sujet entre Etats membres. Etant donné que, d'après la directive, c'est le pays de résidence normale qui est seul compétent en la matière, il est normal qu'il procède à l'enregistrement (faute de quoi il ne serait pas en mesure de remplir cette obligation).

.../...

D'autre part, l'obligation de faire enregistrer le permis de conduire lors de l'inscription dans une commune belge ne peut être considérée comme étant une contrainte excessive, puisque la personne qui vient s'inscrire est de toute façon tenue de se présenter au service de la population. Elle n'entraîne en outre aucune discrimination entre les ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne et les Belges, dont le permis est enregistré également.

En outre, l'application des dispositions relatives aux déchéances du droit de conduire implique un contrôle des titulaires de permis de conduire.

Enfin, la plupart des autres Etats membres ont décidé, malgré l'avis défavorable de la Commission, de maintenir le principe de l'enregistrement pour les motifs énumérés ci-avant."

Si, comme l'importance de la matière le justifie, l'intention des auteurs de l'arrêté en projet est de faire précéder celui-ci d'un rapport au Roi, il y aurait lieu de reproduire dans celui-ci l'argumentation qui les a conduit à s'écarter de l'avis de la Commission européenne.

2. Le même paragraphe 1er de la disposition examinée prévoit l'établissement d'une fiche de renseignements non seulement pour les titulaires d'un permis de conduire inscrits dans les registres de la population ou des étrangers, mais également pour ceux inscrits dans le registre d'attente. En vertu de l'article 1er du projet d'arrêté royal imposant aux communes la communication, au ministre ayant la sécurité routière dans ses attributions, d'informations relatives au permis de conduire ou au titre qui en tient lieu, par l'intermédiaire du Registre national des personnes physiques, soumis en même temps que le présent

.../...

projet à l'avis du Conseil d'Etat (1), les communes seraient tenues de fournir, au ministre ayant la sécurité routière dans ses attributions, les informations visées à l'article 58. Figureront donc parmi ces informations les données personnelles des personnes inscrites au registre d'attente, telles que, notamment les nom, prénoms, date et lieu de naissance.

L'article 74 du projet, qui institue un fichier central, prévoit que celui-ci comprendra, notamment, les "nom, prénoms, adresse, pays de résidence, lieu et date de naissance, sexe, nationalité, code INS de la commune ainsi que le numéro d'identification au registre national".

Il résulte de la combinaison de ces différentes dispositions que les services du ministère des Communications et de l'Infrastructure devraient, pour constituer leur fichier central, avoir accès aux informations concernant les étrangers inscrits au registre d'attente.

Un tel accès n'est toutefois pas autorisé par l'article 5, alinéa 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques. Selon cette dernière disposition, peuvent seuls se voir autorisés par le Roi à avoir accès aux informations concernant les étrangers inscrits au registre d'attente, les autorités qui y sont énumérées, ainsi que les services désignés nominativement qui en relèvent directement, autorités parmi lesquelles ne figure pas le ministre ayant la sécurité routière dans ses attributions.

(1) Avis L. 27.101/4.

Article 58

1. Parmi les mentions qui doivent figurer sur les fiches de renseignements, il est prévu de faire figurer les déchéances du droit de conduire. La disposition devrait être complétée afin de prévoir que cette inscription serait supprimée dès l'instant où la condamnation à cette déchéance serait effacée conformément à l'article 619 du Code d'instruction criminelle, ou que le condamné serait réhabilité en vertu des articles 621 et suivants du même code. L'effacement d'une condamnation et la réhabilitation font en effet cesser pour l'avenir, dans la personne du condamné, tous les effets de la condamnation (article 634 du Code d'instruction criminelle).

Une disposition, comme celle en projet, qui prévoirait l'inscription, dans un fichier, d'une condamnation sans en prévoir la suppression en cas d'effacement de la condamnation ou de réhabilitation du condamné serait contraire à l'article 634 du Code d'instruction criminelle.

En outre, en vertu de l'article 8 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, l'arrêté en projet doit déterminer les objectifs en vue desquels et les circonstances dans lesquelles les données relatives aux déchéances du droit de conduire peuvent être traitées.

2. A l'alinéa 1er, 9°, il convient d'omettre le mot "les".

.../...

Article 69

Le paragraphe 2, 2^o, ajoute une condition à la restitution par le greffier du permis de conduire étranger, à savoir que le titulaire de ce permis qui quitte le territoire ne réponde pas aux conditions pour obtenir un permis de conduire belge. Cette condition n'est pas prévue par l'article 46, § 5, 2^o, des lois coordonnées et paraît discriminatoire à l'égard de l'étranger qui quitterait sa résidence belge pour s'établir à l'étranger.

Articles 74 à 77

1. Ainsi qu'il a été observé à l'égard de l'article 57, l'enregistrement des données prévues à l'article 74, 1^o, suppose que le ministère des Communications et de l'Infrastructure ait accès aux registres d'attente lorsqu'elles concernent les titulaires d'un permis de conduire inscrits sur ces registres.

Un tel accès n'est pas autorisé par l'article 5, alinéa 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques.

2. Au 5^o du même article, il convient de définir plus précisément ce que l'on entend par "données relatives aux examinateurs".

.../...

3. Concernant le 6°, il est rappelé que l'article 7 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ne peuvent être traitées que sous la surveillance et la responsabilité d'un praticien de l'art de guérir.

Mieux vaudrait dès lors préciser ce qu'il y a lieu d'entendre par "données relatives aux certificats de sélection médicale" de manière à en exclure toute donnée à caractère personnel dont on pourrait déduire une information sur l'état antérieur, actuel ou futur de la santé physique ou psychique des personnes à qui ces certificats ont été délivrés.

4. L'article 77 prévoit le maintien des données relatives aux déchéances pendant 10 ans et au plus tôt à la date de réintégration dans le droit de conduire.

Ainsi qu'il a été observé plus haut à l'égard de l'article 58, une telle disposition qui maintiendrait dans un fichier une condamnation, même en cas d'effacement de la condamnation ou de réhabilitation du condamné serait contraire à l'article 634 du Code d'instruction criminelle.

Par contre, subordonner la réintégration du droit de conduire à la réussite d'examens n'est pas une peine mais une mesure de sûreté. Il n'y a dès lors pas d'objection à maintenir la mention de cette mesure, même après l'effacement de la peine ou de la réhabilitation du condamné.

.../...

Mieux vaut dès lors, à l'article 74, distinguer clairement sous deux numéros différents les données relatives aux déchéances et celles relatives aux examens. A l'article 77, il faudrait prévoir, d'une part, que les données relatives aux déchéances sont supprimées en cas d'effacement de la peine ou de réhabilitation et, d'autre part, que les données relatives aux examens sont maintenues jusqu'à la date de la réintégration dans le droit de conduire.

5. A l'article 74, il convient également d'être attentif à l'article 4 de la loi du 8 décembre 1992 précitée, qui prévoit une obligation d'information lors de la collecte des informations. Si des modèles de formulaires sont établis, ils devront comporter les mentions prescrites par la loi. L'observation vaut notamment pour le modèle de déclaration qui figure au point IX de l'annexe 6 (déclaration personnelle pour le candidat au permis de conduire du groupe 2). Si un modèle de déclaration du type de celle qui est visée à l'article 41, § 1er, devait être établi (déclaration sur l'honneur relative à la santé, prévue pour le candidat au permis de conduire du groupe 1) - soit sur un document séparé, soit sur la demande de permis de conduire visée à l'article 17, § 1er, alinéa 2 -, elle devrait également comporter les mentions précitées.

6. A l'article 76, alinéa 3, l'adverbe "suffisamment" sera omis.

.../...

7. Comme l'alinéa 5 du même article 76 revêt une portée générale, en ce sens qu'il vise toutes les données énumérées à l'article 74 de l'arrêté en projet alors que les autres alinéas de l'article 76 ne concernent que certaines de celles-ci, il serait préférable de le placer en début d'article.

Article 82

1. A l'article 8.2, 3^o, alinéa 2, b), en projet, il y a lieu de remplacer les mots "qui suivent l'apprentissage anticipé de la conduite visé à l'article 10 de l'arrêté royal du ... relatif au permis de conduire" par les mots "qui suivent l'enseignement pratique en vue de l'obtention d'une licence d'apprentissage;".

2. Au c) de la même disposition en projet, on ajoutera les mots "ou qui conduisent sous le couvert d'une licence d'apprentissage".

Titre VII. Dispositions abrogatoires et transitoires. Mise en vigueur

Il est suggéré d'intituler ce titre "Dispositions abrogatoires, transitoires et fixant vigueur".

.../...

Article 92

Il convient de respecter l'ordre de préséance des membres du Gouvernement, tel qu'établi par une circulaire des Services du premier Ministre du 3 septembre 1995. Le Ministre de la Santé publique est à mentionner avant le Ministre des Affaires étrangères.

Cette observation vaut tant pour les signatures de l'arrêté que celles de ses annexes.

Signatures

Pour se conformer au décret du Conseil de la Communauté française du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre (1), on écrira "La Ministre de l'Emploi et du travail".

Observations finales

1. Le numérotage des sections qui suivent la section première se fait en chiffres cardinaux romains.

2. Il convient d'harmoniser les intitulés des sections 2 et 3. Si la section 2 est intitulée "Permis de conduire provisoire", il serait préférable d'intituler la

(1) publié au Moniteur belge du 19 août 1993 (Pasinomie 1993, p. 1909).

section 3 "Licence d'apprentissage" au lieu de "Apprentissage anticipé de la conduite sous le couvert d'une licence d'apprentissage".

3. En ce qui concerne les définitions, il convient d'observer du point de vue de la correction de la langue que lorsqu'un ensemble de mots est défini il convient de faire précéder cet ensemble des mots "les termes" et non des mots "le terme" (voir les définitions qui figurent à l'article 1er, 3° et 6° à 12°), ainsi que de ne pas oublier d'utiliser l'article "le" quand un seul mot est défini (voir la définition qui figure à l'article 1er, 5°).

4. A l'article 15, l'alinéa 2, 1°, c), il y a lieu d'écrire "avec un guide issu d'une école de conduite" au lieu de "avec une école de conduite".

5. On remplacera le sigle "BEF" par le mot "francs". Cette observation vaut pour l'article 61 du projet.

6. Dans le texte et dans les signatures il convient d'écrire "Ministre des Affaires étrangères", "Ministre de la Santé publique" et "Ministre de la Défense nationale".

.../...

ANNEXESAnnexe 5

Il convient d'harmoniser les termes techniques utilisés par rapport à ceux utilisés dans l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité. C'est ainsi par exemple qu'au point I.a).7., l'on écrira "feux-indicateurs de direction" (voir l'article 28, § 1er, 7°, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité) au lieu de "clignoteurs".

ONDERZOEK VAN HET ONTWERPAanhefTweede lid (nieuw)

Er behoort te worden verwezen naar het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, ondertekend te Rome op 25 maart 1957, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, met opgave van de artikelen van dat verdrag waaraan de Raad de bevoegdheid ontleent om richtlijnen uit te vaardigen en van de bepalingen van dat verdrag waarbij elke Lid-Staat verplicht wordt die richtlijnen in zijn nationale recht om te zetten.

In casu behoort dan ook te worden geschreven :

"Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Gemeenschap, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op de artikelen 75 en 189;".

Derde lid (dat het vierde lid wordt)

Dit lid behoort als volgt te worden gesteld :

"Gelet op richtlijn 91/439/EEG van de Raad van 29 juli 1991 betreffende het rijbewijs, gewijzigd bij de richtlijnen van de Raad 96/47/EG van 23 juli 1996 en 97/26/EG van 2 juni 1997;".

Vijfde lid (dat het zesde lid wordt)

.../...

Dit onderworpen lid behoort als volgt te worden gesteld :

"Gelet op de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte, ondertekend te Porto op 2 mei 1992 en goedgekeurd bij de wet van 18 maart 1993, op het Protocol tot aanpassing van de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte, ondertekend te Brussel op 17 maart 1993 en goedgekeurd bij de wet van 22 juli 1993, en op de beslissing ... (voorts als in het ontwerp);".

Achtste lid

Dit lid dient te vervallen. Aangezien de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens voor het ontworpen besluit geen rechtsgrond oplevert, behoort daarnaar immers niet te worden verwezen.

Negende lid (nieuw)

Er behoort te worden verwezen naar de wet van 18 juli 1990 tot wijziging van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, en van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, inzonderheid naar artikel 39.

Dat artikel 39 vormt immers de rechtsgrond van artikel 91 van het ontworpen besluit.

.../...

Negende lid (dat het tiende lid wordt)

Artikel 59.2 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer is gewijzigd bij een koninklijk besluit van 18 september 1991, doch niet bij een koninklijk besluit van 18 juli 1991. De tekst van het ontworpen lid behoort dienovereenkomstig te worden verbeterd (1).

De leden 10 tot 16 worden de leden 11 tot 17.

Voordrachtformulier

Het voordrachtformulier dient als volgt te worden gesteld :

"Op de voordracht van Onze Minister van ..., Onze Minister van ... (enz.) en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,".

(1) In de inleidende zin van het ontworpen artikel 83 worden de teksten waarbij artikel 59.2 van het voormelde koninklijk besluit van 1 december 1975 gewijzigd is overigens wel juist aangegeven.

Bepalend gedeelte

Artikel 1

1. Sommige definities zijn overgenomen uit de regelgeving zoals die nu reeds in België geldt. Dat is het geval met de definities van de woorden "bromfiets" (in 4°) en "motorfiets" (in 5°), die respectievelijk zijn overgenomen uit de artikelen 2.17 en 2.18 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer (1).

Aangezien die definities reeds in de regelgeving zijn opgenomen, behoeven ze in het ontworpen besluit niet te worden weergegeven; men kan ermee volstaan naar die definities te verwijzen.

2. De opgegeven definitie voor de woorden "driewieler met motor" (in 6°) en "vierwieler met motor" (in 7°) lijken overbodig, aangezien die voertuigen beantwoorden aan de definitie die in onderdeel 8° van het woord "auto" wordt gegeven en aangezien in het ontwerp voor die soorten voertuigen geen specifieke voorwaarden worden voorgeschreven.

(1) Zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 juli 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer (Belgisch Staatsblad van 31 juli 1997).

Richtlijn 91/439/EEG van de Raad van 29 juli 1991 betreffende het rijbewijs schept weliswaar de mogelijkheid om voor de drie- en vierwielers met motor een sub-categorie B1 op te richten, maar in het ontwerp wordt van die mogelijkheid geen gebruik gemaakt en worden die begrippen anders gedefinieerd dan in de richtlijn. De begrippen "driewieler" en "vierwieler" zijn dan ook alleen dienstig voor de houders van een Europees rijbewijs B1, aan wie een Belgisch rijbewijs B, uitsluitend bestemd voor het besturen van met een motor uitgeruste drie- of vierwielers, zou worden afgegeven. Voor die categorie van bestuurders stemmen de woorden "alleen driewieler of vierwieler met motor van de categorie B waarvan de maximale toegelaten massa niet meer bedraagt dan 550 kg" die, overeenkomstig bijlage VII, code 73 (1) op het rijbewijs zullen voorkomen, overeen met de definitie die in de richtlijn van categorie B1 wordt gegeven.

Die definities dienen dan ook te vervallen.

3. De aandacht van de stellers van het ontwerp wordt erop gevestigd dat, doordat in artikel 1, 10°, van het ontwerp de "voertuigen die uitgerust zijn met een koppeling die functioneert zonder dat de bestuurder hoeft in te grijpen" worden gelijkgesteld met de "voertuigen uitgerust met een automatische schakeling", daarin van de laatstgenoemde categorie voertuigen een ruimere definitie wordt gegeven dan die waarin bijlage II, 8.1.1., derde alinea, van de voornoemde richtlijn 91/439/EEG voorziet.

(1) Zie echter de opmerking die infra over artikel 23 zal worden gemaakt.

Artikel 2

1. In paragraaf 1, 1^o, categorie A3, dienen de woorden "Aan de voertuigen van deze categorie mag een aanhangwagen gekoppeld worden" te vervallen, omdat ze een herhaling vormen van artikel 2.17 van het voormelde koninklijk besluit van 1 december 1975, waarin inzonderheid reeds wordt bepaald dat "bevestiging van een aanhangwagen aan een bromfiets ... geen wijziging in de classificatie van dit voertuig (brengt)".

2. In dezelfde paragraaf, 7^o, categorie D, tweede zin, behoort van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, het artikel te worden vermeld waarin de "gelede voertuigen" gedefinieerd worden, dat is artikel 1, § 2, 9, waarin voor dat begrip echter de woorden "voertuig met vouwbalg" worden gebruikt.

3. In artikel 2, § 1, 2^o, tweede lid, wordt bepaald dat aan motorfietsen van categorie A een aanhangwagen gekoppeld mag worden, tenzij het om motorfietsen met zijspan gaat. Aangezien in geen enkele andere categorie een rijbewijs wordt voorgeschreven voor het besturen van een motorfiets met zijspan waaraan een aanhangwagen is gekoppeld, rijst de vraag of het de bedoeling van de steller van het ontwerp is het rijden met zulk een voertuig te verbieden. In dat geval zou een bepaling in die zin moeten worden

.../...

ingevoegd in het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, doch niet in het ontworpen besluit.

Artikel 3

1. In de inleidende zin van paragraaf 1, 3°, wordt, naar analogie van de bewoordingen van paragraaf 1, 1°, voorgesteld te schrijven : "... van een van de volgende in België afgegeven geldige documenten".

2. Doordat in paragraaf 2 wordt bepaald dat de personen bedoeld in paragraaf 1, 1°, alleen op grond van een Europees rijbewijs een motorvoertuig mogen besturen wanneer dat onder de voorwaarden van artikel 27, 2°, is afgegeven, wordt bij het ontwerp op de onderlinge erkenning van de door de Lid-Staten afgegeven rijbewijzen een beperking gesteld die strijdig lijkt met artikel 1, lid 2, van de voormelde richtlijn 91/439/EEG, volgens welke bepaling "de door de Lid-Staten afgegeven rijbewijzen ... onderling (worden) erkend".

Als men de artikelen 3, § 2, en 27, 2°, van het ontwerp in onderlinge samenhang leest, vloeit daar immers uit voort dat de houder van een Europees rijbewijs, die zijn hoofdverblijfplaats in België heeft, om in België een motorvoertuig te mogen besturen zou moeten kunnen bewijzen dat hij toen het rijbewijs is afgegeven zijn gewone verblijfplaats in de uitreikende Lid-Staat had en dat hij dat

.../...

rijbewijs heeft gekregen vóór hij in het bevolkingsregister, het vreemdelingenregister of het wachtregister van een Belgische gemeente is ingeschreven.

De woorden "onder de voorwaarden van artikel 27, 2º afgegeven" dienen dan ook te vervallen.

Artikel 4

1. Er wordt voorgesteld om in de onderdelen 1º en 3º van de Franse tekst de benaming "centre d'examen" te behouden, met het woord "examen" in het enkelvoud, zoals in het koninklijk besluit van 6 mei 1988 betreffende de indeling van de voertuigen in categorieën, het rijbewijs, de rechterlijke beslissingen houdende vervallenverklaring van het recht tot sturen en de voorwaarden voor erkenning van de scholen voor het besturen van motorvoertuigen.

Deze opmerking geldt tevens voor de andere plaatsen in het dispositief waar dat centrum ter sprake komt, inzonderheid voor artikel 25.

2. Volgens de gemachtigde ambtenaar geldt de vrijstelling waarin onderdeel 3º, eerste zin, voorziet, alleen voor de duur van het examen. Zij is het ermee eens dat de tekst dan ook als volgt behoort te worden gesteld :

"3º de kandidaten die deelnemen aan het praktische examen bepaald in artikel 48, § 2, derde lid. Deze vrijstelling

.../...

geldt tevens om zich naar het examencentrum te begeven teneinde er examen af te leggen en ervan terug te keren;".

3. Onderdeel 7° zou meer samenhang vertonen als de laatste zin ervan deel zou uitmaken van de voorlaatste zin, zoals in de onderdelen 4°, 6° en 9°. Daartoe schrijve men :

"7° de kandidaten die met het oog op het behalen van een rijbewijs geldig voor de categorieën ... en D1+E in de derde graad van het secundair beroepsonderwijs de opleiding "bestuurders van vrachtwagens" of "bestuurders van autobussen en autocars" volgen waarvan het programma door de minister is goedgekeurd;".

4. In onderdeel 9° schrijve men "rijkswacht" met een kleine letter.

5. In onderdeel 11° schrijve men "... als landbouw-motor (zie opmerkingen over de Nederlandse tekst aan het slot van het advies) of als maaimachine".

6. Om de terminologie te laten overeenstemmen met die van artikel 45 dient in de Franse tekst van onderdeel 14° het woord "adaptations" te worden vervangen door het woord "aménagements".

.../...

Artikel 6

1. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in onderdeel 1°, b), de woorden "artikel 27 of" dienen te vervallen.

2. In de Franse tekst van onderdeel 2°, e), dient men "tracter" te schrijven in plaats van "tirer".

Deze opmerking geldt tevens voor artikel 10, 2°, f).

3. In de Franse tekst van onderdeel 3° moet men het eerste deel van punt d) laten aansluiten op het onderwerp van de zin, namelijk "le guide". Er behoort dan ook te worden geschreven "ne peut être" in plaats van "ne pas être".

4. Voor onderdeel 3°, f), tweede lid, tweede streepje, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"op de kandidaat voor het rijbewijs geldig voor de categorie C, C+E, D of D+E, of voor de subcategorie C1, C1+E, D1 of D1+E, hetzij wanneer de begeleider en de kandidaat bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid zijn ingeschreven als

.../...

personeelsleden van dezelfde onderneming (1) die haar bestuurders zelf opleidt, hetzij wanneer de begeleider en de kandidaat prestaties verrichten in een brandweerdienst bedoeld in de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming;".

Artikel 7

1. De lijst met voorwaarden waarnaar in het derde lid wordt verwezen, moet worden herzien. Hoe zou iemand die een voorlopig rijbewijs aanvraagt immers kunnen bewijzen dat hij houder en drager van een nog geldig voorlopig rijbewijs is (artikel 6, 1º, i), dat hij vergezeld is van een begeleider (artikel 6, 1º, j) of dat zijn begeleider "vooraan in het voertuig plaats (moet) nemen" (artikel 6, 3º, g) ? De laatstgenoemde voorwaarden lijken alleen op de scholing zelf van toepassing te kunnen zijn en lijken geen voorafgaande voorwaarden te zijn voor het afgeven van een voorlopig rijbewijs.

2. In het geval de kandidaat ten slotte artikel 6, 3º, f), tweede streepje, aanvoert, is wel voorzien in een model van attest. Hoe zal de kandidaat echter kunnen bewijzen dat hij geen houder is geweest van een na 31 december 1988 afgegeven voorlopig rijbewijs, zoals in artikel 6, 1º, f) wordt geëist ? Zou niet in een attest van dezelfde aard moeten worden voorzien ?

(1) Door het gebruik van het begrip "onderneming" is die afwijking ook van toepassing op de autonome overheids-bedrijven.

Artikel 9

Er wordt voorgesteld het tweede lid, laatste zin, als volgt te redigeren : "In dat geval mag één persoon meer in het voertuig plaatsnemen.", teneinde de tekst nog explicieter te maken en hem op die van het derde lid af te stemmen.

Artikel 15

1. In het tweede lid, 1º, g), kunnen de woorden "deze lessen moeten gevolgd worden voor het praktisch examen" vervallen.

2. Het tweede lid, 6º, vertoont een gebrek aan samenhang, aangezien daarin wordt bepaald dat de kandidaat die een leervergunning wenst te verkrijgen inzonderheid samen met de begeleider twee uur onderricht moet volgen "na de afgifte van de leervergunning".

In onderdeel 6º zou men beter bepalen dat de kandidaat die een leervergunning wenst te verkrijgen twaalf uur les moet volgen, waarvan de laatste twee samen met de op

.../...

de leervergunning vermelde begeleider of begeleiders (1).
Onderdeel 1° behoort te worden aangevuld met een punt j),
luidende :

"j) voor de houder van een leervergunning vergezeld van de
begeleider of begeleiders vermeld op de leervergun-
ning."

Artikel 12, § 6, derde lid, behoort dienovereen-
komstig te worden aangepast.

Artikel 16

In het tweede en het derde lid schrijve men "ar-
tikel 15, tweede lid, 6°" in plaats van "artikel 15, 6°", op
de beide plaatsen waar deze vermelding voorkomt.

Artikel 17

1. In de Franse tekst van paragraaf 1, tweede lid,
schrijve men "déterminé", aangezien dit woord overeen dient
te stemmen met "le modèle".

(1) Als men de artikelen 10, 3°, g) en 12, § 6, eerste lid,
van het ontwerp in onderlinge samenhang leest, blijkt
immers dat de beide aanvankelijk op de leervergunning
vermelde begeleiders de praktische lessen voorgeschre-
ven in artikel 15, tweede lid, 6°, moeten volgen.

2. Wat paragraaf 2 betreft, wordt omwille van de duidelijkheid en de conformiteit met artikel 8, lid 3, van de voornoemde richtlijn 91/439/EEG van de Raad dd. 29 juli 1991 (1), de volgende formulering voorgesteld ter vervanging van het tweede lid :

"Indien het een Europees rijbewijs betreft, wordt het teruggezonden naar de overheid die het heeft uitgereikt, met vermelding van de redenen voor die terugzending. Indien het om een buitenlands rijbewijs gaat, wordt dat rijbewijs bewaard door de in artikel 7 genoemde overheid en aan de houder teruggegeven wanneer deze niet meer voldoet aan de voorwaarden die in artikel 3, § 1, voor het verkrijgen van een rijbewijs gesteld worden, tegen teruggave van het Belgische rijbewijs.".

Artikel 22

1. In het tweede lid is blijkbaar niet over heel de lijn rekening gehouden met de opmerking van de Europese Commissie (punt 2 (2)), naar luid waarvan de geldigheidsduur van het rijbewijs bedoeld in artikel 21, § 2, enkel voor de categorieën A en B mag worden aangegeven in de rubriek "categorieën van voertuigen waarvoor het rijbewijs geldig is in het nationaal verkeer" (hetgeen overeenstemt met

(1) Dat artikel 8, lid 3, stelt dat wanneer een rijbewijs door een Lid-Staat wordt teruggezonden naar een andere Lid-Staat, de redenen van die procedure dienen te worden vermeld.

(2) Zie eveneens de aanvullende nota van de Commissie.

bladzijde 6 van bijlage I bij richtlijn 91/439/EEG van de Raad van 29 juli 1991). Het ontworpen artikel 21, § 2, waarnaar wordt verwezen, vermeldt immers eveneens categorie B+E.

2. In het derde lid dient het woord "latere" te vervallen.

Het woord "terug", dat verkeerd gebruikt is, moet vervangen worden door het woord "weer".

Artikel 23

Deze bepaling schrijft voor dat beperkingen om medische redenen of beperkingen tot het besturen van uitsluitend voertuigen met een automatische schakeling vermeld dienen te worden op het rijbewijs.

Op het rijbewijs kunnen evenwel andere beperkingen worden vermeld, die trouwens in bijlage 7 worden bepaald. Het betreft inzonderheid beperkingen die dienen te worden vermeld voor de houders van een Europees rijbewijs A1 en B1, die eventueel om de inwisseling van dat rijbewijs tegen een Belgisch rijbewijs zouden verzoeken, overeenkomstig artikel 8, lid 1, van de voornoemde richtlijn 91/439/EEG.

Dit inwisselingsrecht wordt enerzijds gewaarborgd door artikel 5, § 2, dat de houders van een Europees rijbewijs vrijstelt van scholing, en anderzijds door

.../...

artikel 27, 2º (1), dat deze personen vrijstelt van theoretische en praktische examens.

Ten einde te zorgen voor een volledige omzetting van artikel 8 van de richtlijn, zou het beter zijn om in artikel 23 van het ontwerp te bepalen dat op de rijbewijzen die worden afgegeven in ruil voor een Europees rijbewijs dat geldig is voor een subcategorie waarin door dit besluit niet wordt voorzien, de beperking tot het besturen van voertuigen van die subcategorie, vermeld wordt, in de vorm van de codes bepaald in bijlage 7.

Artikel 25

Artikel 23, § 1, 2º en 4º, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, stelt dat de theoretische en praktische examens door de Koning worden georganiseerd.

Het ontwerp behoudt het huidige systeem, dat erin bestaat de organisatie van die examens toe te vertrouwen aan privé-personen, namelijk de erkende instellingen voor autokeuring. Het verleent de minister de bevoegdheid om "het aantal van de examencentra, de plaats van hun vestiging, de grenzen van hun territoriale bevoegdheid en de regelen betreffende hun organisatie" te bepalen.

(1) Onder voorbehoud van de opmerking die bij deze bepaling is gemaakt.

Deze subdelegatie is niet alleen ontoelaatbaar, aangezien zij de minister niet louter machtigt om details te regelen, maar het ontwerp doet bovendien bezwaren rijzen uit het oogpunt van het gelijkheidsbeginsel en het beginsel inzake de vrijheid van vestiging, enerzijds omdat het ontwerp de organisatie van de examencentra louter toevertrouwt aan de instellingen voor autokeuring, terwijl er geen noodzakelijk verband bestaat tussen de technische keuring van voertuigen en de controle op de kennis en de vaardigheden van de bestuurders ervan, en anderzijds omdat het de minister machtigt om het aantal examencentra en de plaats van vestiging ervan te beperken, hetgeen de instellingen voor autokeuring bevoordeelt die op die plaatsen gevestigd zijn.

Indien de Koning de organisatie van de examens voor het behalen van een rijbewijs wenst toe te vertrouwen aan privé-personen, kan er natuurlijk ook mee worden ingestemd dat Hij het aantal daartoe gemachtigde personen wenst te beperken en dat Hij hun territoriale bevoegdheid vastlegt. Het aantal en de keuze van die personen dient echter te steunen op objectieve en relevante criteria die door de Koning zelf worden bepaald, zonder dat daarmee de vrijheid van vestiging en in het bijzonder de vrije keuze van de vestigingsplaats meer dan noodzakelijk wordt aangetast.

Artikel 26

1. Aangezien het slagen voor een examen een voorwaarde is voor het erkennen van de examinatoren, behoren

.../...

de inhoud en de nadere regels van dat examen niet "goed-gekeurd (te) zijn door de Minister of zijn gemachtigde", maar wel vastgelegd te worden door de minister, opdat die examinatoren allen gelijkelijk bevoegd zijn.

2. Wat paragraaf 2, eerste lid betreft, wordt met het oog op een harmonieuze samenhang met de voorafgaande formulering in de ontworpen tekst (zie artikel 1, 13°), de volgende formulering voorgesteld voor onderdeel 1° :

"1° onderdaan zijn van een van de Lid-Staten van de Europese Unie of van de Europese Economische Ruimte;".

3. In paragraaf 2, eerste lid, 5°, schrijve men "niveaus 1, 2+ of 2" in plaats van "niveaus 1, 2 of 2+" en "genoemd in hoofdstuk I van bijlage 1" in plaats van "bedoeld in bijlage 1". De zin behoort tevens te worden aangevuld met de woorden "of van een buitenlands diploma, getuigschrift of brevet dat als gelijkwaardig is erkend overeenkomstig hoofdstuk II van dezelfde bijlage".

Artikel 27

Artikel 8 van richtlijn 91/439/EEG verleent aan de houder van een Europees rijbewijs het recht om zijn rijbewijs in te wisselen tegen een gelijkwaardig rijbewijs in de Lid-Staat waar hij zijn normale verblijfplaats heeft gevestigd en machtigt enkel die Lid-Staat om na te gaan of het rijbewijs, waarvan men om de inwisseling verzoekt, geldig is.

.../...

Door van de houder van een Europees rijbewijs te eisen dat hij ook bewijst dat hij zijn gewone verblijfplaats had in de Lid-Staat die hem dat rijbewijs heeft uitgereikt en dat hij dat rijbewijs gekregen heeft vóór zijn inschrijving in het bevolkings-, vreemdelingen- of wachtregister van een Belgische gemeente, voegt het ontwerp een voorwaarde toe aan de erkenning van de Europese rijbewijzen die door de overige Lid-Staten worden uitgereikt, hetgeen strijdig is met de voornoemde richtlijn.

De onder artikel 27, 2º, tweede lid, vermelde voorwaarden dienen derhalve beperkt te worden tot de buitenlandse rijbewijzen die geen Europese rijbewijzen zijn.

Artikel 34

Omwille van de duidelijkheid van de tekst kunnen de laatste twee leden van dit artikel nauwkeuriger worden geformuleerd. Voor beide leden samen wordt de volgende formulering voorgesteld :

"Het praktische examen kan binnen het volgende tijdsbestek plaatsvinden :

1º In geval van scholing met een voorlopig rijbewijs :

- a) op zijn vroegst één maand na de afgifte van dat rijbewijs, behalve in geval van een examen voor het behalen van een rijbewijs van categorie B;

.../...

- b) in geval van een examen voor het behalen van een rijbewijs van categorie B :
- op zijn vroegst zes maanden na afgifte van het voorlopige rijbewijs, als het om een bewijs volgens model 1 gaat;
 - op zijn vroegst drie maanden na afgifte van het voorlopige rijbewijs, als het om een bewijs volgens model 2 gaat;
 - op zijn vroegst negen maanden na afgifte van het voorlopige rijbewijs, als het om een bewijs volgens model 3 gaat;
- 2° In geval van scholing met een leervergunning, op zijn vroegst twaalf maanden na afgifte van die vergunning."

Artikel 38

In de Franse tekst van paragraaf 4, tweede lid, schrijve men "équipée", aangezien dit woord overeen dient te stemmen met de woorden "la caisse".

Artikel 39

In paragraaf 2, eerste lid, is niet duidelijk wat de steller van de ontworpen tekst bedoelt met "een voertuig

.../...

van een ander type" (1). Aangezien categorie C+E betrekking heeft op een samenstel van voertuigen bestaande uit een trekkend voertuig en een aanhangwagen en indien de uitsluiting zowel op het trekkende voertuig als op de aanhangwagen slaat, behoort dit duidelijker te worden gesteld. In dat geval wordt de formulering "als die waarmee hij de proef op een terrein buiten het verkeer heeft afgelegd" voorgesteld in plaats van "als dat waarmee hij de proef op een terrein buiten het verkeer aflegde". Bovendien behoort te worden verduidelijkt wat bedoeld wordt met een "ander type" voertuig. Gaat het om een voertuig van een verschillend model, met een verschillend gewicht, met verschillende afmetingen ?

Artikel 43

In het eerste lid, 1^o, behoort de besluitwet van 30 december 1946 met het juiste opschrift (2) ervan te worden geciteerd, namelijk "besluitwet van 30 december 1946 betreffende het bezoldigd vervoer van personen over de weg met autobussen en met autocar".

(1) Dit begrip wordt niet vermeld in artikel 27 van het koninklijk besluit van 6 mei 1988.

(2) Zoals vervangen bij artikel 1 van de wet van 29 juni 1984 tot wijziging van de besluitwet van 30 december 1946 houdende herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van automobielen (Belgisch Staatsblad van 26 juli 1984).

Artikel 44

In paragraaf 2, vijfde lid, behoort tevens de in het derde lid, 2°, genoemde "plaatsvervanger" te worden uitgesloten van het "arbitrageonderzoek".

Artikelen 45 en 46

Er behoort te worden verduidelijkt op welke geneesheer de in die bepalingen genoemde verplichtingen van toepassing zijn.

Afdeling 7

Het woord "Verhaal" is in deze betekenis ongebruikelijk en dient vervangen te worden door het woord "Beroep".

Artikel 47

1. In paragraaf 1, derde lid, moet vanzelfsprekend worden gelezen "de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken".

2. In paragraaf 3 is het beter te bepalen dat de commissie alleen op geldige wijze zitting heeft wanneer ten minste drie leden aanwezig zijn. Indien de commissie namelijk slechts uit twee leden bestaat, zal de regel,

.../...

gegeven in de tweede zin, dat de stem van de voorzitter, de vice-voorzitter of de oudste commissaris, beslissend is, de stem van de andere commissaris overbodig maken.

Artikel 50

1. In paragraaf 3, behoort te worden geschreven :

"bepaald in § 1, eerste lid, 1º en 2º".

2. Daar artikel 79 van het ontworpen besluit de houders van een rijbewijs conform de modellen van bijlage 9 en bijlage 10 (1) de mogelijkheid biedt om dat rijbewijs "om te wisselen", behoort deze mogelijkheid tot omwisseling te worden ingeschreven in artikel 50 van het ontwerp (of in een ander artikel van hoofdstuk V van titel III), waarbij een onderscheid dient te worden gemaakt tussen deze mogelijkheid en die welke voorziet in de afgifte van een duplicaat (2).

(1) Met andere woorden de toekomstige "oude" rijbewijzen.

(2) Uit het hoofdstuk dat gewijd is aan de retributies blijkt trouwens dat in artikel 61, eerste lid, in het geval "omwisseling" wordt voorzien.

Artikel 54

De gemachtigde ambtenaar stemt ermee in de woorden "of van een rijbewijs afgegeven door de SHAPE of door de Staten die lid zijn van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie" te laten vervallen, aangezien dat rijbewijs reeds hoort bij de rijbewijzen genoemd in artikel 23, § 2, 1º, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer.

Artikel 57

1. Paragraaf 1 van deze bepaling verplicht de houders van een rijbewijs, afgegeven door een Lid-Staat van de Europese Unie, om bij hun inschrijving in België dat rijbewijs over te leggen met het oog op de samenstelling van een "inlichtingenfiche" (de correcte Nederlandse benaming is "informatiekaart").

In verband met die bepaling heeft de Europese Commissie het volgende advies uitgebracht : "la faculté pour les Etats membres d'enregistrer des permis de conduire des ressortissants de l'Union européenne qui acquièrent leur résidence en Belgique ne peut pas (...) se muer en une nouvelle procédure systématique et contraignante; ceci serait une violation du principe de reconnaissance mutuelle inscrit à l'article 1.2 de la directive". Voorts heeft ze gesteld : "Par contre, il serait légitime de pratiquer un enregistrement lors d'événements particuliers suite, par exemple, à certaines infractions".

.../...

Niettegenstaande het advies van de Europese Commissie, hebben de stellers van het ontworpen besluit het beginsel van de registratie gehandhaafd.

Zij rechtvaardigen dit als volgt :

"En effet, l'avis de la Commission selon lequel il y aurait là une violation du principe de reconnaissance mutuelle des permis de conduire des Etats membres ne trouve aucun fondement dans le texte de la directive.

Au contraire :

- l'article 7, §5 de la directive dispose qu'une personne ne peut être titulaire que d'un seul permis de conduire délivré par un Etat membre. Seul l'enregistrement des permis de conduire peut permettre un contrôle efficace en la matière, et ainsi éviter que quelqu'un qui vient s'installer dans un autre pays de l'Union européenne acquière un permis de conduire supplémentaire;
- l'article 12, §3 de la directive prévoit explicitement l'enregistrement des permis de conduire et m'échange d'informations à ce sujet entre Etats membres. Etant donné que, d'après la directive, c'est le pays de résidence normale qui est seul compétent en la matière, il est normal qu'il procède à l'enregistrement (faute de quoi il ne serait pas en mesure de remplir cette obligation).

D'autre part, l'obligation de faire enregistrer le permis de conduire lors de l'inscription dans une commune belge ne peut être considérée comme étant une contrainte excessive, puisque la personne qui vient s'inscrire est de toute façon tenue de se présenter au service de la population. Elle n'entraîne en outre aucune discrimination entre les ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne et les Belges, dont le permis est enregistré également.

.../...

En outre, l'application des dispositions relatives aux déchéances du droit de conduire implique un contrôle des titulaires de permis de conduire.

Enfin, la plupart des autres Etats membres ont décidé, malgré l'avis défavorable de la Commission, de maintenir le principe de l'enregistrement pour les motifs énumérés ci-avant."

Indien het in de bedoeling ligt van de stellers van het ontworpen besluit om dat besluit te laten voorafgaan door een Verslag aan de Koning, wat wegens het belang van de materie gerechtvaardigd is, zou in dat verslag de argumentatie moeten worden opgenomen op grond waarvan zij afwijken van het advies van de Europese Commissie.

2. In dezelfde paragraaf 1 van de onderzochte bepaling staat dat niet alleen voor de houders van een rijbewijs die ingeschreven zijn in het bevolkings- of vreemdelingenregister, maar ook voor degenen die ingeschreven zijn in het wachtregister, een informatiekaart wordt opgemaakt. Overeenkomstig artikel 1 van het ontwerp van koninklijk besluit houdende verplichting voor de gemeentebesturen aan de Minister tot wiens bevoegdheid de verkeersveiligheid behoort, gegevens te verstrekken betreffende het rijbewijs of het als zodanig geldend bewijs, via de diensten van het Rijksregister van de natuurlijke personen, dat samen met het onderhavige ontwerp om advies aan de Raad van State wordt voorgelegd (1), zouden de gemeenten aan de minister die bevoegd is voor de verkeersveiligheid de gegevens genoemd in artikel 58 moeten verstrekken. Tot die gegevens behoren dus

(1) Advies L. 27.101/4.

de persoonlijke gegevens van de in het wachtregister ingeschreven personen, zoals onder meer de naam, voornamen, datum en plaats van geboorte.

Artikel 74 van het ontwerp, waarbij een centraal bestand wordt ingesteld, bepaalt dat dat bestand onder meer de naam, de voornamen, het adres, het land van verblijf, de geboorteplaats en de geboortedatum, het geslacht, de nationaliteit, de NIS-code van de gemeente, alsmede het identificatienummer bij het rijksregister bevat.

Uit de gezamenlijke teksten van deze verschillende bepalingen blijkt dat de diensten van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur, om hun centrale bestand te kunnen samenstellen, inzage zouden moeten hebben in de informatie betreffende de in het wachtregister ingeschreven vreemdelingen.

Dit is evenwel niet toegestaan door artikel 5, derde lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen. Volgens die bepaling kan de Koning uitsluitend aan de overheden die erin opgesomd zijn, alsmede aan de bij naam aangewezen diensten die er rechtstreeks onder ressorteren, inzage verlenen in de gegevens betreffende de in het wachtregister ingeschreven vreemdelingen, terwijl de minister die bevoegd is voor verkeersveiligheid niet in die lijst voorkomt.

.../...

Artikel 58

1. Tot de vermeldingen die moeten voorkomen op de informatiekaarten behoren de vervallenverklaringen van het recht op sturen. De bepaling zou in die zin moeten worden aangevuld dat die vermelding kan worden geschrapt zodra de veroordeling tot die vervallenverklaring wordt uitgewist overeenkomstig artikel 619 van het Wetboek van Strafvordering of dat de veroordeelde krachtens de artikelen 621 en volgende van datzelfde Wetboek in eer en rechten kan worden hersteld. De uitwissing van een veroordeling en het herstel in eer en rechten doen immers voor de toekomst alle gevolgen van de veroordeling ten aanzien van de veroordeelde ophouden (artikel 634 van het Wetboek van Strafvordering).

Een bepaling, zoals de ontworpen bepaling, die opneming van een veroordeling in een bestand zou voorschrijven zonder te voorzien in de schrapping ervan in geval van uitwissing van de veroordeling of in geval van herstel van de veroordeelde in eer en rechten, zou strijdig zijn met artikel 634 van het Wetboek van Strafvordering.

Bovendien moet het ontworpen besluit, krachtens artikel 8 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, de doeleinden vaststellen waarvoor en de omstandigheden waarin de verwerking van gegevens betreffende de vervallenverklaringen van het recht op sturen geoorloofd is.

.../...

2. In het eerste lid, 9°, dient het woord "de" te vervallen.

Artikel 69

Paragraaf 2, 2°, bepaalt dat de griffier het buitenlandse rijbewijs teruggeeft wanneer de houder ervan, die niet voldoet aan de voorwaarden om een Belgisch rijbewijs te behalen, het grondgebied verlaat. Deze mogelijkheid is niet voorgeschreven bij artikel 46, § 5, 2°, van de gecoördineerde wetten en lijkt discriminerend jegens de vreemdeling die zijn Belgische verblijfplaats zou verlaten om zich in het buitenland te vestigen.

Artikelen 74 tot 77

1. Zoals is opgemerkt in verband met artikel 57, impliceert de registratie van de gegevens bepaald in artikel 74, 1°, dat het ministerie van Verkeer en Infrastructuur inzage heeft in de wachtregisters wanneer die gegevens betrekking hebben op de houders van een rijbewijs die in die registers ingeschreven zijn.

De inzage in die registers wordt niet toegestaan door artikel 5, derde lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

.../...

2. In onderdeel 5° van hetzelfde artikel moet worden gepreciseerd wat wordt verstaan onder "de gegevens betreffende de examinatoren".

3. In verband met onderdeel 6° wordt eraan herinnerd dat artikel 7 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens bepaalt dat de genoemde gegevens uitsluitend onder het toezicht en de verantwoordelijkheid van een beoefenaar van de geneeskunst mogen worden verwerkt.

Het zou dan ook beter zijn te preciseren wat dient te worden verstaan onder "gegevens betreffende de bewijzen van geneeskundige schifting" om alle persoonsgegevens uit te sluiten waaruit informatie kan worden afgeleid omtrent de vroegere, huidige of toekomstige fysieke of psychische gezondheidstoestand van de personen aan wie die bewijzen zijn afgegeven.

4. Artikel 77 voorziet in de bewaring van de gegevens betreffende het verval van het recht tot sturen gedurende tien jaar en in elk geval tot de datum van herstel in het recht tot sturen.

Zoals hierboven is opgemerkt in verband met artikel 58, zou zulk een bepaling waardoor in een bestand een veroordeling zou worden bewaard, zelfs in geval van uitwissing ervan of van herstel van de veroordeelde in eer en rechten, strijdig zijn met artikel 634 van het Wetboek van Strafvordering.

.../...

Het herstel in het recht tot sturen daarentegen afhankelijk maken van het slagen voor examens is geen straf, maar een veiligheidsmaatregel. Er is dan ook geen bezwaar tegen het handhaven van de registratie van die maatregel, zelfs na de uitwissing van de straf of het herstel van de veroordeelde in eer en rechten.

Het is dan ook verkieslijk om in artikel 74 in twee verschillende nummers een duidelijk onderscheid te maken tussen de gegevens betreffende het verval van het recht tot sturen en die betreffende de examens. In artikel 77 zou enerzijds moeten worden bepaald dat de gegevens betreffende het verval van het recht tot sturen worden geschrapt in geval van uitwissing van de straf of van herstel in eer en rechten en anderzijds dat de gegevens betreffende de examens worden bewaard tot de datum van herstel in het recht tot sturen.

5. In artikel 74 zou ook aandacht geschonken moeten worden aan artikel 4 van de voormelde wet van 8 december 1992, dat een verplichting tot kennisgeving oplegt bij het verzamelen van gegevens. Modellen van formulier die worden opgesteld, moeten de vermeldingen bevatten die voorgescreven zijn door de wet. Die opmerking geldt inzonderheid voor het model van verklaring in punt IX van bijlage 6 (eigen verklaring van de kandidaat voor het rijbewijs van groep 2). Indien een model van verklaring wordt opgesteld zoals die welke wordt beoogd in artikel 41, § 1, (verklaring op erewoord over de gezondheidstoestand, waarin is voorzien voor de kandidaat voor het rijbewijs van groep 1), - hetzij

.../...

op een afzonderlijk document, hetzij op de aanvraag om een rijbewijs bedoeld in artikel 17, § 1, tweede lid -, moet die verklaring eveneens de bovengenoemde vermeldingen bevatten.

6. In artikel 76, derde lid, dient het bijwoord "voldoende" te vervallen.

7. Omdat het vijfde lid van hetzelfde artikel 76 een algemene strekking heeft, in die zin dat het betrekking heeft op alle gegevens die opgesomd zijn in artikel 74 van het ontworpen besluit, terwijl de overige leden van artikel 76 alleen bepaalde gegevens betreffen, is het verkieslijk dat lid vooraan in het artikel te plaatsen.

Artikel 82

1. In het ontworpen artikel 8.2, 3°, tweede lid, b), behoren de woorden "die de vervroegde scholing bedoeld in artikel 10 van het koninklijk besluit van ... betreffende het rijbewijs volgen" te worden vervangen door de woorden "die het praktische onderricht volgen met het oog op het verkrijgen van een leervergunning;".

2. Onderdeel c) van dezelfde ontworpen bepaling behoort te worden aangevuld met de woorden "of die rijden met een leervergunning".

.../...

Titel VII. Opheffings- en overgangsbepalingen. Inwerking-
treding

Als opschrift van die titel wordt voorgesteld :
"Opheffingsbepalingen, overgangsbepalingen en inwerking-
treding".

Artikel 92

De orde van voorrang van de Regeringsleden, zoals die is vastgesteld bij rondschrijven van de Diensten van de Eerste Minister van 3 september 1995, moet worden in acht genomen. De Minister van Volksgezondheid moet worden vermeld vóór de Minister van Buitenlandse Zaken.

Die opmerking geldt zowel voor het ondertekeningsformulier van het besluit als voor die van de bijlagen ervan.

Ondertekeningsformulier

In de Franse tekst behoort "La Ministre de l'Emploi et du travail" te worden geschreven, overeenkomstig het decreet van de Franse Gemeenschapsraad van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel (1).

(1) Bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 19 augustus 1993.

Slotopmerkingen

1. De afdelingen die volgen op de eerste afdeling behoren door middel van hoofdtelwoorden in Romeinse cijfers te worden genummerd.

2. De opschriften van de afdelingen 2 en 3 moeten op elkaar afgestemd worden. Aangezien afdeling 2 wordt voorzien van het opschrift "Voorlopig rijbewijs", is het verkieslijk het opschrift van afdeling 3 "Vervroegde scholing onder dekking van een leervergunning" te vervangen door het opschrift "Leervergunning".

3. Wat de definitie betreft, dient uit een oogpunt van correct taalgebruik over de Franse tekst te worden opgemerkt dat een geheel van woorden dat wordt omschreven, behoort te worden voorafgegaan door de woorden "les termes" en niet door de woorden "le terme" (zie de definitie in artikel 1, 3° en 6° tot 12°), en dat evenmin het lidwoord "le" vergeten mag worden wanneer één enkel woord wordt gedefinieerd (zie de definitie in artikel 1, 5°).

4. In artikel 15, tweede lid, 1°, c), behoren de woorden "met een rijschool" te worden vervangen door de woorden "met een begeleider afkomstig uit een rijschool".

.../...

5. Het letterwoord "BEF" behoort te worden vervangen door het woord "frank". Deze opmerking geldt voor artikel 61 van het ontwerp.

6. In de Franse tekst en in het Franse ondertekeningsformulier dient te worden geschreven "Ministre des Affaires étrangères", "Ministre de la Santé publique" en "Ministre de la Défense nationale".

BIJLAGEN

Bijlage 5

De technische termen die worden gebruikt behoren in overeenstemming te worden gebracht met die welke gebezigd worden in het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheids toebehoren moeten voldoen. Zo bijvoorbeeld dienen in punt I.a).7. de woorden "feux-indicateurs de direction" te worden gebruikt in plaats van het woord "clignoteurs" (zie artikel 28, § 1, 7^o, van het voormelde koninklijk besluit van 15 maart 1968).

.../...

Opmerkingen over de Nederlandse tekst

De volledige Nederlandse tekst van het ontwerp, die onnoemelijk veel fouten tegen het correcte taalgebruik bevat, is uit een oogpunt van correct taalgebruik onaanvaardbaar. De tekst behoort dan ook door een daartoe bekwaam persoon grondig te worden herzien. De Nederlandse tekst van het ontwerp blijkt doorgaans niet meer te zijn dan een slaafse vertaling van de Franse tekst, met als gevolg daarvan met name talloze gallicismen en onnederlandse wendingen. Zo bijvoorbeeld wordt in het ontwerp het Franse "prévoir" stelselmatig en doorgaans ten onrechte weergegeven door "voorzien", wordt zowel het Franse "autoriser" als het Franse "permettre" verkeerdelijk weergegeven door "toelaten", worden wendingen gebruikt als "onder dekking van" (sous le couvert de), "aan boord van" (à bord de), ofschoon die wendingen in het Nederlands in een ander verband gebezigd worden, wordt nagenoeg steeds het verouderde woord "bekomen" gebruikt, in plaats van "verkrijgen, behalen". Het gebruik van de terminologie is tevens nu en dan inconsistent. Zo bijvoorbeeld wordt het Franse "délivrer", wanneer het om de afgifte van stukken gaat, soms terecht weergegeven door "afgeven" of "uitreiken", doch heel dikwijls door het in dat geval niet-correcte "afleveren"; wordt het Franse "examen" in het ontwerp nu eens weergegeven door "examen", dan weer door "onderzoek"; worden de woorden "voorleggen" en "overleggen" ten onrechte door elkaar gebruikt; wordt er geen rekening mee gehouden dat volgens de grammatica het adjectief dat voorafgaat aan een substantief in combinatie met het lidwoord "het" normaal een buigingsuitgang -e krijgt, zoals "het nieuw rijbewijs",

.../...

verkeerdelijk voor "het nieuwe rijbewijs" (onder meer in art. 21, § 3). Vaak is zelfs het gebruik van leestekens in de Nederlandse tekst een slaafse kopie van de interpunctie in de Franse tekst. Bovendien zijn in sommige bepalingen van de Nederlandse tekst delen van samengestelde werkwoorden vergeten of komt er doorgewoont geen werkwoord in voor (zoals in artikel 38, § 14, laatste lid). Ten overvloede en nog steeds bij wijze van voorbeeld worden hierna een aantal tekstvoorstellen gedaan :

- de inleidende zin van artikel 1 dient als volgt te worden gesteld : "Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :";
- in artikel 1, 3° kan het "motorvoertuig" worden gedefinieerd als "elk met een motor uitgerust voertuig dat zichzelf over de weg, doch niet op sporen, voortbeweegt;";
- in artikel 1, 8°, tweede dient te worden geschreven : "... Onder deze term vallen ook trolleybussen, dat wil zeggen voertuigen die ..., doch niet landbouw- en bosbouwtrekkers;";
- in artikel 1, 10°, in fine, behoort te worden geschreven : "... meer bepaald voertuigen ..., worden daarmee gelijkgesteld;";
- de inleidende zin van artikel 2, § 1, zou als volgt moeten worden gesteld : "Voor de toepassing van de wets- en verordeningsbepalingen ...";

.../...

- in artikel 2, § 1, 3°, tweede streepje, en in heel het ontwerp dient de Franse uitdrukking "masse à vide" in het Nederlands te worden weergegeven met de uitdrukking "massa in onbeladen toestand";
- de inleidende zin van artikel 2, § 2, zou als volgt moeten worden geformuleerd : "Binnen de categorieën ... worden de volgende subcategorieën gecreëerd :";
- in artikel 3, § 1, moet de gallicistische constructie waarbij de zin met de persoonsvorm van het werkwoord begonnen wordt "Kunnen ... bekomen :", vervangen worden door de constructie "Een Belgisch rijbewijs kunnen verkrijgen :". Een soortgelijke opmerking geldt voor heel het ontwerp;
- in artikel 3, § 2, tweede lid, schrijve men : "De overige bestuurders van motorvoertuigen moeten houder zijn van een Belgisch, een Europees of een buitenlands rijbewijs, nationaal of internationaal, dat afgegeven is onder de voorwaarden die inzake internationaal wegverkeer van toepassing zijn en geldig is voor de categorie of subcategorie waartoe het voertuig behoort. Die bestuurders dienen een zodanig rijbewijs bij zich te hebben." Een soortgelijke opmerking geldt voor heel het ontwerp;

.../...

- in artikel 4, 4°, in fine, schrijve men : ... de ondernemingen voor openbaar vervoer, die de opleiding volgen die door deze ondernemingen wordt verstrekt en waarvan het programma door de Minister wordt goedgekeurd;
- in verband met artikel 4, 11°, wordt erop gewezen dat in richtlijn 75/108/EEG van de Raad van 20 januari 1975 betreffende de organisatie van een structurenquête 1975 in het kader van een enquêteprogramma inzake de structuur van de landbouwbedrijven aan "motoculteur" "tweewielige trekker" beantwoordt. Hetzelfde geldt voor beschikking 96/170/EG van de Commissie van 15 februari 1996 tot aanpassing van bijlage I van Verordening (EEG) nr. 571/88 van de Raad houdende organisatie van communautaire enquêtes inzake de structuur van de landbouwbedrijven in het tijdvak van 1988 tot en met 1997, en bijlage I van Beschikking 89/651/EEG betreffende de definities van de kenmerken en de lijst van landbouwprodukten voor de communautaire enquêtes inzake de structuur van de landbouwbedrijven in het tijdvak van 1988 tot en met 1997;
- in artikel 4, 13°, is het beter te schrijven : "de gehandicapten die een motorvoertuig besturen waarmee men zich niet sneller dan stapvoets kan voortbewegen;". In heel het ontwerp trouwens kan het Franse "handicapé" beter "gehandicapte" als Nederlandse tegenhanger krijgen;

.../...

- in artikel 5, § 1, eerste lid, 1^o, dienen de woorden "bijkomende scholing" te worden vervangen door de woorden "aanvullende scholing";
- in artikel 5, § 1, eerste lid, 1^o en 2^o, dient het woord "modaliteiten" telkens te worden vervangen door de woorden "nadere regels". Een soortgelijke opmerking geldt voor heel het ontwerp;
- in artikel 5, § 2, 1^o, in fine, dient te worden geschreven : "... als die waarvoor de geldigverklaring wordt gevraagd";
- in artikel 6, eerste lid, 1^o, d) schrijve men : "... mag niet vervallen zijn van het recht om een motorvoertuig te besturen en moet geslaagd zijn voor de onderzoeken die eventueel krachtens artikel 38 van de wet worden opgelegd";
- in artikel 6, 1^o, f), tweede lid, tweede streepje, en voorts in heel het ontwerp dienen de woorden "voor de scholing van het besturen van ..." te worden vervangen door de woorden "voor het aanleren van het besturen van ...";
- in artikel 6, 2^o, f), derde streepje, schrijve men : "een bedrijfsreminrichting met twee remmen, zodanig dat de kandidaat en de begeleider ze ieder afzonderlijk kunnen bedienen,";

.../...

- in artikel 6, 3°, d, in fine, dient te worden geschreven : "die eventueel krachtens artikel 38 van de wet worden opgelegd;"
- in artikel 7, tweede lid, 1° en 2°, behoort te worden geschreven : "door de burgemeester van de gemeente ... of door diens gemachtigde;"
- in artikel 7, derde lid, dienen de woorden "op voorlegging van" te worden vervangen door de woorden "op vertoon van". Een soortgelijke opmerking geldt voor heel het ontwerp;
- in artikel 8, § 3, tweede lid, in fine, schrijve men : "in de vorm van de codes bepaald in bijlage 7.";
- artikel 8, § 4, behoort als volgt te worden gesteld : "Ieder voorlopig rijbewijs dat is afgegeven hoewel niet was voldaan aan de voorwaarden die in deze afdeling voor de afgifte ervan gesteld worden, is nietig."

In dat geval wordt het voorlopige rijbewijs aan de in artikel 7 vermelde overheid teruggegeven."

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs R. ANDERSEN,
de Heren

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J.-M. FAVRESSE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, adjunct-
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opge-
steld en toegelicht door de
H. C. AMELYNCK, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN